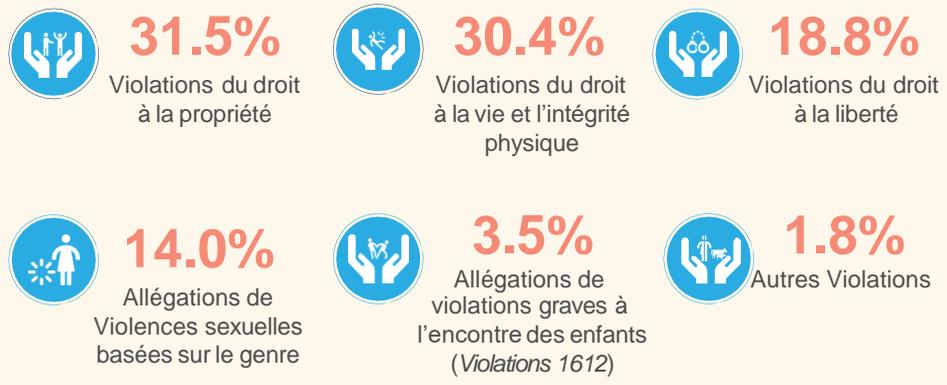




Chiffres clés



Catégories de violations/abus identifiés



APERÇU GÉNÉRAL

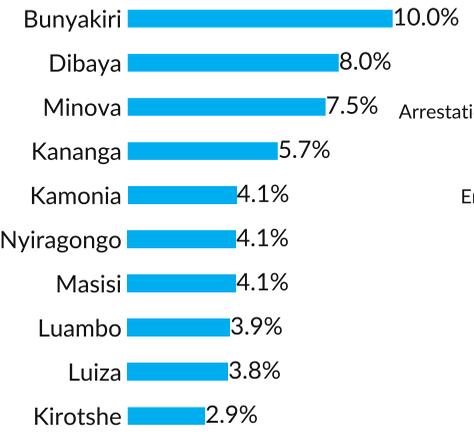
Faisant suite à l'accord de paix a été signé le 27 juin 2025 entre Kinshasa et Kigali, sous l'égide des États-Unis, une déclaration de principes entre le gouvernement de la République démocratique du Congo et les représentants de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23) a été signée à Doha le 19 juillet sous la médiation de l'État du Qatar. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC) et Chef par intérim de la MONUSCO, Bruno Lemarquis, a souligné l'importance de cet accord pour les populations civiles affectées par le conflit¹.

Dans le cadre des efforts en cours visant à poursuivre la recherche de solutions durables pour les réfugiés et tenant compte des développements parmi lesquels la déclaration suscitée, une réunion ministérielle de haut niveau s'est tenue le 24 juillet 2025 à Addis Abeba (Ethiopie) entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda, ainsi que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Celle-ci a été sanctionnée par un communiqué conjoint dans lequel les parties adoptent une feuille de route qui vise à trouver des solutions durables pour tous les réfugiés de la région².

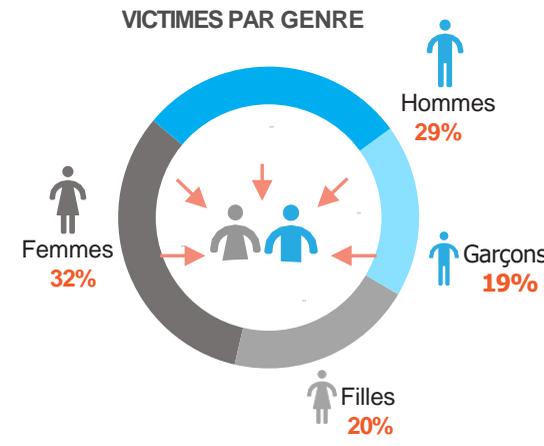
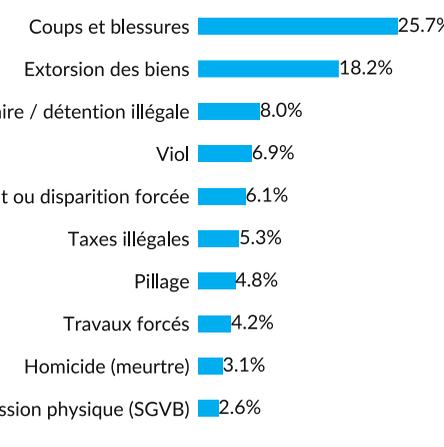
En outre, de graves violations du droit international humanitaires ont été enregistrés dans la province de l'Ituri (notamment dans les territoires de Djugu et Irumu) avec comme présumés auteurs les groupes CODECO, ADF, Convention pour la révolution populaire (CRP), Zaïre. Et des coalitions entre groupes armés exacerbent les tensions intercommunautaires dans la province.

Les exactions commis par les VDP contre les civils ainsi que les attaques Mai-mai dans des zones de santé (Nyemba, Manono et Kiyambi) de la province du Tanganyika sont les causes de déplacements importants au cours de la période.

TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ AFFECTÉES



TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



FAITS SAILLANTS

Province de l'Ituri:

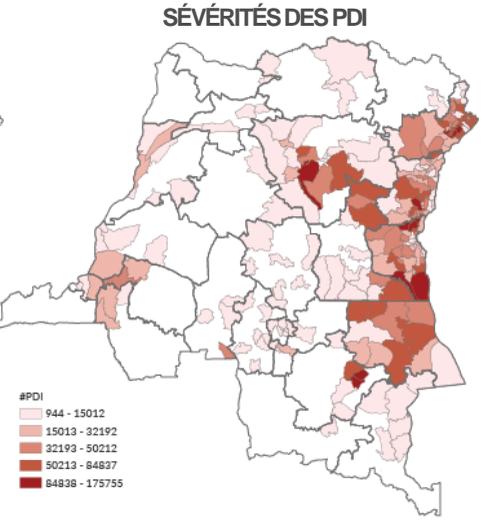
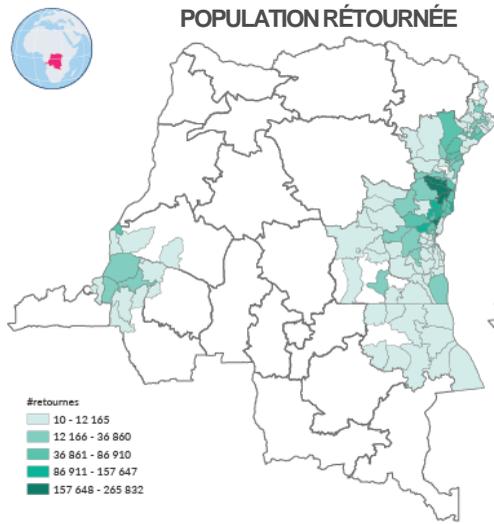
L'environnement de protection de la Province de l'Ituri a été sérieusement impacté par l'activisme des groupes armés. Tous les territoires de la province ont été affectés par les violations/abus de droits humains, les territoires de Djugu et Irumu ayant payés le plus lourd tribut, à la suite des attaques de groupes armés et milices d'une part et d'autre part des affrontements entre groupes armés et FARDC/UPDF, entraînant de nombreux mouvements de déplacement des personnes particulièrement des zones de Lopa, Nizi, Iga Barriere, Centrale Solenyama vers Bunia.

Les acteurs de Protection ont profité de la réunion du Cadre Provincial de Coordination Humanitaire (CPCH), tenue le 10 juillet et présidée par le Gouverneur Militaire de la Province, pour faire des plaidoyers relatifs à la responsabilité des autorités provinciales dans la protection et la sécurisation des populations civiles en général avec un accent particulier sur : le respect du caractère civil et humanitaire des sites de personnes déplacées internes (PDI), le respect du Droit International Humanitaire (DIH) lors des opérations militaires, le respect de la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et la création des conditions favorables au retour des PDI.

Territoire de Djugu

Malgré le dialogue tenu le 28 juin 2025 à Aru avec les groupes et milices armés locaux qui a conduit à la signature du protocole d'Aru 2, au lendemain dudit dialogue, de nouvelles attaques meurtrières attribuées aux milices CODECO et Zaïre ont visé une fois de plus des civils.

- Le 14 juillet 2025, dans le groupement de Tchee, des hommes armés auraient perpétré une attaque contre le site des PDI, causant au moins 4 homicides et plusieurs autres abus des droits humains.



¹ <https://news.un.org/fr/story/2025/07/1157156>

² <https://www.unhcr.org/africa/publications/communiqu%C3%A9-conjoint-reunion-ministerielle-tripartite-de-haut-niveau-entre-le>



- Le 21 juillet 2025, des présumés combattants CODECO ont fait irruption dans la chefferie de Bahema Baguru, dans la cité de Lopa, à la recherche de membres du groupe armé de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP). Cette situation a provoqué le déplacement de plusieurs ménages en direction de zones jugées sécurisées, des cas de pillages systématiques de biens appartenant à des commerçants. Un violent affrontement a opposé les éléments de la CODECO pendant leur repli aux combattants de la CRP retranchés aux abords de l'église catholique, causant la profanation de l'église par les belligérants, la mort de deux civils et une personne blessée.
- Le 21 juillet 2025, des présumés combattants CODECO auraient effectué une incursion dans la chefferie de Mambisa, précisément au centre de Nizi, à la recherche des éléments du groupe armé CRP. Une résistance de la part des combattants du groupe armé Zaïre aurait entraîné la perte en vie humaine d'environ neuf personnes civiles.
- Le 22 juillet 2025, deux hélicoptères non identifiés auraient largué des bombes sur les villages de Goli, dans le secteur de Walendu Tatsi, provoquant deux pertes en vie humaine.
- Dans la nuit du 26 juillet 2025, des présumés éléments CODECO/URDPC auraient torturé un adolescent de 15 ans, ancien combattant auto démobilisé depuis février 2025, au village de Libi/Tongo 2, dans le secteur de Walendu Pitsi. Ils lui auraient ordonné de réintégrer leurs rangs sous peine de subir d'autres sévices.
- Le 27 juillet 2025, il a été signalé une attaque de présumés combattants du groupe armé Zaïre, dans la zone de santé de Fataki, dans le groupement Dz'na, secteur de Walendu Pitsi. Le bilan fait état de deux pertes en vie humaine (01 femme et 01 adolescent) ainsi que d'une femme grièvement blessée par balle. Les boutiques ont été systématiquement pillées et environ 123 ménages ont fui vers des zones considérées sécurisées.

Territoire de Irumu

- Le territoire a été marqué par une série d'attaques meurtrières menées par les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) au cours de la période sous revue, entraînant des pertes en vies humaines, de nombreux blessés, des enlèvements, des destructions de biens, de maisons, des pillages de domiciles et boutiques.

A titre d'illustrations, dans la nuit du 8 au 9 juillet 2025, des présumés combattants ADF-NALU auraient mené des attaques successives contre plusieurs villages, notamment Bayeyi, Masiya et Matoko au sein de la chefferie de Walese-Vonkutu. Le bilan de ces attaques fait état d'environ 70 pertes en vie humaine, plusieurs maisons incendiées, en plus de biens (non-vivres et vivres) pillés par les assaillants lourdement armés.

Le 12 juillet 2025, des présumés combattants ADF auraient fait une incursion le long de la route Komanda-Luna, au village de Bwanasura, dans la chefferie de Walese-Vonkutu. Cette attaque aurait causé la mort de 4 personnes et blessé 4 autres ; une maison aurait été incendiée et une moto-taxi réduite en cendre.

Le 27 juillet 2025, dans la zone de santé de Komanda, des combattants ADF-NALU ont attaqué des fidèles catholiques réunis pour célébrer le 25^e anniversaire de leur église. Le bilan provisoire ferait état de 43 chrétiens tués parmi lesquels 13 enfants et plusieurs autres enlevés. 13 personnes seraient grièvement blessées et de nombreuses autres portées disparues³. Quatre (4) maisons, trois (03) et trois (03) voitures auraient été incendiés⁴ ainsi que vingt-sept (27) boutiques pillées. Le groupe aurait fait auparavant 08 victimes (06 hommes, 01 femme et 01 garçon) lors d'une attaque dans le village d'Otmaber, le 12 juillet, et incendié plusieurs habitations.

Territoire de Mahagi

Au mois de juillet 2025, une légère diminution des cas des violations des droits à la liberté (8%) comparativement au mois de juin dernier (10%) dans les deux zones de santé (Logo et Angumu) a été constaté dans le territoire.

Trois principaux facteurs ont exercé une influence sur l'environnement de protection dans les zones de santé de Logo et Angumu : des incursions menées par des acteurs armés non étatiques augmentant les abus des droits contre les civils, des violations des droits humains par des présumés membres des forces de l'ordre et de sécurité aux environs du lac Albert et un retour forcé des PDI occasionné par des acteurs armés non étatiques.

L'installation d'une base militaire dans le cadre de la collaboration FARDC-UPDF à proximité du petit séminaire de Vida a suscité l'inquiétude des acteurs de protection ainsi que de la communauté.

En effet, l'utilisation du terrain de jeux de l'établissement par les militaires de même que leur présence en armes sur les voies empruntées par les élèves et la population constituent un risque élevé de protection pour cette catégorie de

population. Une note de plaidoyer sollicitant une relocalisation immédiate de cette base militaire a été adressée à l'autorité provinciale qui a donné un avis favorable et instruit ses services à cet effet.

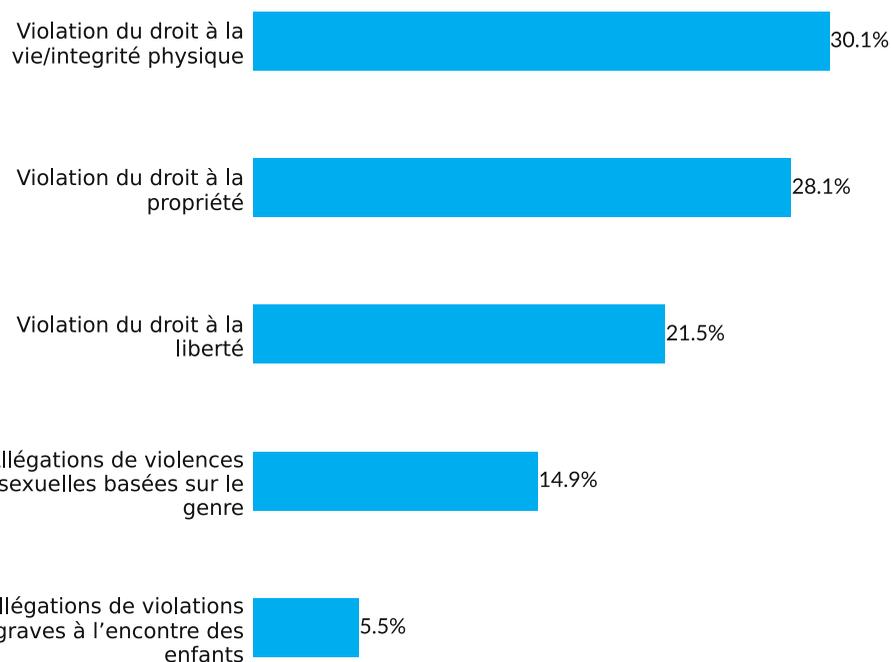
- Depuis le 4 juillet 2025, des présumés membres des forces de l'ordre et de sécurité auraient multiplié des taxes suivies d'extorsions des biens sur les civils aux environs du lac Albert à Ndawe, Kwero et Ruko. Cette situation a entravé le libre accès au lac pour la population riveraine majoritairement des PDI qui vivent de l'activité de pêche. Plusieurs violations commises par des militaires sur la population riveraine du lac Albert avaient été à la base de la suspension de toutes les activités lacustres par l'autorité territoriale.
- Le 08 juillet 2025 lors d'une incursion au village Langa, l'infirmier titulaire du centre de santé de Langa avait été la cible d'enlèvement, ce qui a provoqué un soulèvement populaire dans la zone. Pendant les échauffourées, sept (7) civils avaient été grièvement blessés à la machette. On a noté un déplacement d'environ 65 ménages du village Langa vers Dabu et une suspension des activités au centre de santé de langa à la suite des menaces qui pèsent sur les prestataires de santé.
- Notons qu'en date du 17 juillet 2025, l'autorité territoriale de Mahagi avait ordonné le démantèlement de cinq (5) barrières sur l'axe Mahagi jusqu'au lac Albert. Cette décision a amélioré davantage la liberté de circulation en zone de santé d'Angumu et une réduction des violations des droits commises par des forces de l'ordre et de sécurité.

Territoire de Mambasa

- Les rebelles ADF continueraient d'être actifs dans la zone, particulièrement dans les villages situés le long de la frontière entre les territoires de Mambasa (Ituri) et de Beni (Nord-Kivu) où ils auraient été responsables d'au moins 65 homicides et de plusieurs agressions physiques (coups et blessures). Ces incidents auraient entraîné d'importants mouvements de déplacements⁵.
- En date du 3 juillet 2025, le groupe armé ADF-NALU auraient procédé à la libération de 23 otages, à la suite de l'intervention des autorités locales et leaders communautaires. Ces otages auraient été enlevés lors d'une incursion survenue le 26 juin 2025 dans la localité d'Elake, dans la chefferie de Babila-Bakwanza.
- Du 7 au 9 juillet 2025, deux groupes armés se sont violemment affrontés dans trois localités situées dans la chefferie de Babila-Babombi. Ces affrontements ont provoqué un déplacement massif de la population vers des zones considérées comme sécurisées. Selon des sources locales, les FARDC et la Police Nationale Congolaise (PNC) seraient absentes dans ces localités, désormais sous le contrôle présumé de combattants Wazalendo.
- Il sied d'attirer l'attention sur les populations des localités de Bao Bao, Makusi et Nyanza, du groupement de Bakahe, qui seraient soumises, depuis le mois de mars, à des travaux forcés imposés chaque vendredi par des présumés éléments Maï-Maï avec le versement hebdomadaire obligatoire d'une somme de 1, 000 francs congolais par adulte masculin. D'après les sources locales, ces Maï-Maï auraient été sollicités par les chefs coutumiers pour assurer la protection desdites localités face aux attaques récurrentes du groupe armé ADF-NALU, d'où l'astreinte imposée à la population pour financer leur subsistance.

Province du Nord-Kivu :

Violations identifiées par catégories au Nord-Kivu



Voir également, Situation de protection en province de l'Ituri-Alerte 01 du 27 juillet 2025. Association de santé intégrée pour le développement durable « ASID ASBL »

⁵ <https://www.unocha.org/news/todays-top-news-occupied-palestinian-territory-democratic-republic-congo-haiti>

³ <https://www.unocha.org/news/todays-top-news-occupied-palestinian-territory-guatemala-democratic-republic-congo>

⁴ <https://news.un.org/fr/story/2025/08/1157249>





Territoire de Beni

- Une partie de la période a été marquée par une perturbation des activités économiques en raison de protestations de la société civile contre la montée de l'insécurité dans le secteur de Ruwenzori. La relance des activités a été le fruit de pourparlers impliquant les autorités locales et les représentants de la population, en particulier celle des agglomérations de Mutwanga, Nzenga, Bulongo et Lume, régulièrement confrontées à des bandits armés et à une recrudescence du banditisme urbain.
- Treize femmes auraient été victimes de viols imputés à des hommes en uniforme, comprenant des éléments des Forces armées de la RDC (FARDC) ainsi que des membres de groupes armés locaux, au cours du mois de juillet 2025 dans la chefferie de Bashu, dans la localité de Butuhe, groupement de Malio.

Territoire de Masisi

- La situation de protection est restée préoccupante au regard des combats qui se sont déroulés sur différents fronts.
- La fin de la période a été marquée par une recrudescence de violence dans le groupement Nyamaboko 1er matérialisée aussi bien par des combats opposant le mouvement AFC/M23 aux combattants Wazalendo des Forces de défense des droits humains (FDDH) sur la colline Ndeté, près du village Kazinga, que par des attaques contre une faction des groupes Nyatura vers Nyamaboko. Cette situation aurait entraîné un déplacement de nombreux habitants des villages Ndeté, Ngululu et environs vers le groupement voisin de Waloa Yungu, territoire de Walikale.
- Face à l'intensité des combats, les habitants de Luke, Showa et Bukombo ont fui en masse vers les localités environnantes à la recherche de refuge et de sécurité.

Territoire de Rutshuru

- Une nouvelle vague de déplacements forcés frappe le territoire de Rutshuru, où à partir du 12 juillet, les habitants de plusieurs villages du groupement Binza (essentiellement les villages de Nyabanira, Kasave et Makoka) sont contraints de quitter leurs foyers en raison des opérations armées en cours. Selon des témoignages locaux, l'ordre d'évacuation a été imposé par le mouvement AFC/M23 qui intensifie ses offensives dans la zone, où ils traqueraient les éléments des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), soupçonnées d'être présentes dans la région. Cette zone est aussi le théâtre de confrontations fréquentes entre l'AFC/M23, les Wazalendo et les FDLR, faisant des populations civiles les principales victimes⁶.

Ville de Goma

- Les communes de Goma et Karisimbi ont été le théâtre d'une montée inquiétante de la criminalité durant au moins trois semaines. Selon des sources locales, entre le 3 et le 25 juillet 2025, au moins dix personnes auraient été tuées par balle, plus de 65 domiciles auraient été cambriolés par des bandits armés, dont 26 à Goma et 39 à Karisimbi.
- Par ailleurs, il a été noté une paralysie des activités du marché central de Virunga en raison d'une protestation des commerçants contre la surtaxation imposée par l'AFC/M23. En effet, la double pression de la menace sécuritaire et des charges fiscales pèse lourdement sur une économie locale déjà fragilisée, contraignant nombre de commerçants à suspendre leurs activités⁷.

Province du Sud-Kivu :

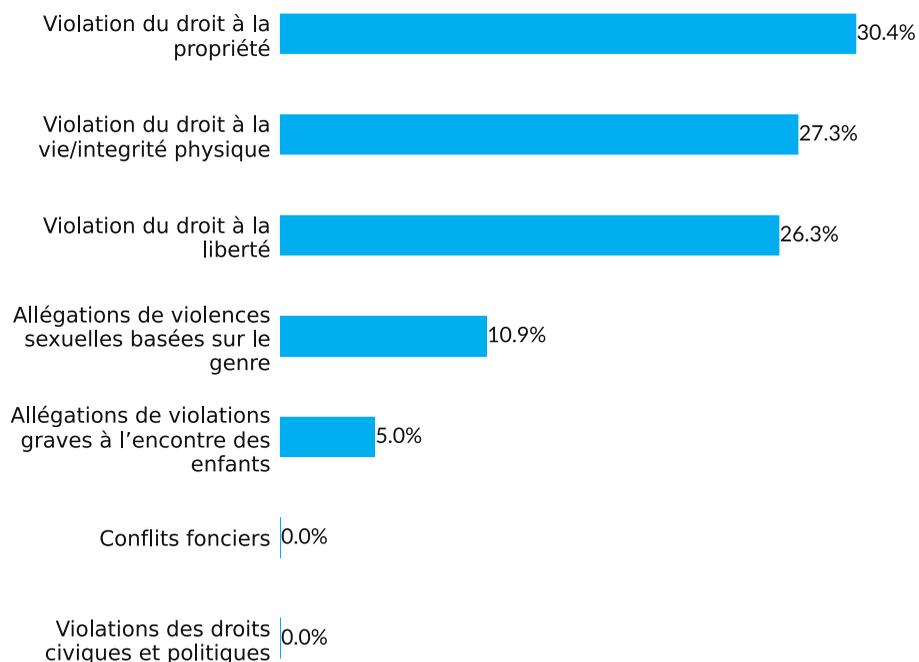
La situation de protection demeure préoccupante dans l'ensemble de la province du Sud Kivu. Elle a été marquée par un bicéphalisme du point de vue de l'organisation administrative, l'activisme des groupes armés, plusieurs affrontements entre groupes armés, engendrant des abus des droits de l'homme et des mouvements de population. Consécutivement à cette situation, les besoins humanitaires deviennent assez urgents, car la libre circulation de la population est restreinte, et le cas échéant, l'accès aux services sociaux de base devient un défi.

Au plus, le déplacement des populations a entraîné une croissance démographique dans les zones d'accueil, et les communautés hôtes se voient obliger de partager des ressources déjà insuffisantes pour elles-mêmes avec les nouveaux arrivants, une situation qui exacerbe la vulnérabilité de la population d'une part, mais aussi soulève des problèmes de cohésion sociale entre les communautés hôtes et les populations déplacées internes.

Par ailleurs, l'on constate une hausse alarmante des cas de violences basées sur le genre dans plusieurs territoires dont 49 cas ont touché des enfants, mettant à mal la protection des droits de l'enfant, en plus de 445 enfants associés aux forces et groupes armés (245 à Fizi et Kalehe), et 178 enfants non accompagnés identifiés.

Les populations déplacées internes, les femmes et les filles sont les tranches de la population les plus affectées par les abus des droits de l'homme pendant la recherche des moyens de subsistance.

Violations identifiées par catégories au Sud-Kivu



Territoire de Kalehe

- Au cours de la période, des affrontements armés ont entraîné des déplacements des populations du territoire de Kalehe ainsi que des abus des droits humains.

La forte présence d'hommes armés dans la zone demeure une menace pour la population civile, les exposant à plusieurs incidents de protection et abus des droits humains particulièrement les enlèvements et les viols dont la recrudescence a été déplorée depuis plusieurs semaines.

A titre illustratif, au cours de la période, au moins 50 cas de viol, une centaine d'enlèvements et de nombreux cas de coups et blessures et extorsions ont été rapportés.

Les victimes vivent en majorité dans des villages de retour qui sont des zones abandonnées par les forces régaliennes. Elles auraient été, dans la plupart de cas, surprises en route vers leurs champs ou à la recherche de vivres

Territoire de Kabare

- Des embuscades et des incursions couplées à des coups et blessures administrés aux civils, des viols des femmes et des actes d'extorsion de biens perpétrés par des groupes armés ont été rapportés dans le territoire.

A titre d'exemple. 06 homicides ont été signalés le 12 et le 13 juillet ainsi que le déplacement de 135 ménages à la suite d'affrontements.

D'autres cas d'enlèvements ont également été rapportés, notamment 09 enlèvements et 07 viols signalés le 14 juillet dans le groupement d'Irhambi-Katana.

- Le 20 juillet, des éléments d'un groupe auraient conduit une incursion dans 14 ménages et dans les installations d'une fondation dans les villages Kabamba et Kadjucu, groupement d'Irhambi-Katana, au Nord de Katana sur la RN2.

- En addition à ces violations et abus de droits de l'homme, une catastrophe naturelle sur le site minier de Lomera a causé des morts et des blessures.

Territoire de Mwenga

- La situation de protection demeure affectée par l'activisme de divers groupes armés perpétrant des actes d'extorsions et autres violations des droits humains, notamment dans le secteur d'Itombwe.

Au moins 05 cas de viols et plusieurs actes d'extorsions et coups et blessures, enlèvements leur auraient été allégués en début de période.

Ces violations de droits de l'homme se déroulent dans un contexte de recul des forces gouvernementales et d'extension de l'emprise des groupes armés sur les localités du territoire.

Territoire d'Uvira

- Une recrudescence d'actes de criminalité due à la sur-militarisation dans les Hauts et Moyens Plateaux ainsi que dans la Plaine de la Ruzizi constitue une préoccupation majeure de protection dans la zone, et entraîne des mouvements de population, des viols et des meurtres perpétrés de manière récurrente dans la ville d'Uvira et dans plusieurs villages du territoire.

⁶ <https://www.radiookapi.net/2025/07/26/actualite/securite/rutshuru-des-villages-du-groupement-binza-evacues-sous-pression-du-m23>

⁷ <https://www.radiookapi.net/2025/07/27/actualite/securite/au-moins-10-personnes-tuees-par-balle-et-plus-de-65-maisons>





Entre le 12 et le 18 juillet, des éléments armés auraient été responsables de 07 cas de coups et blessures, 04 cas de travaux forcés, 04 cas de viols, 01 enlèvement et 01 homicide.

Le 23 juillet, plusieurs coups de feu ont été entendus dans le village de Kagurube/Runingu, situé sur la RN512 au Nord d'Uvira. Craignant les affrontements, environ 202 ménages de 1,010 personnes de Runingu se seraient déplacés préventivement vers le village de Sange, Mwaba, Biriba, Kabunambo et Kiliba.

Territoire de Fizi

- La criminalité entretenue par des groupes armés reste de mise dans le territoire et préoccupe profondément les populations civiles.

Elle se manifeste notamment par des actes d'enlèvement de civils, d'extorsions des biens et de viols des femmes dans un contexte où les forces de sécurité et de défense semblent perdre progressivement le contrôle de certaines localités.

Le 19 juillet, 13 civils auraient été pris en otage par les éléments d'un groupe armé dans la brousse des villages du groupement de Babungwe-Nord.

Province du Tanganyka:

Au cours du mois de juillet 2025, la province a été marquée par l'activisme des groupes armés notamment les Mai-Mai Malaika et les Mai-Mai Bakata Katanga qui sont à l'origine de plusieurs attaques contre les villages, de cas d'extorsion sur plusieurs axes ainsi que des viols y compris sur les enfants (Manono et Moba). La présence des milices liées aux communautés twa et bantou serait également à l'origine de quelques exactions (Nyunzu). La criminalité urbaine est également en augmentation en lien avec la faiblesse des structures de sécurité étatiques.

Territoire de Moba

- Le 21 juillet 2025, dans le territoire de Moba, village de Kasoro, dans le groupement Kayobwe, des soldats FARDC armés de fusils se seraient affrontés avec un groupe d'autodéfense qui voulait installer un barrage routier payant dans le village. Un membre du groupe d'autodéfense aurait été tué, deux autres blessés et plusieurs maisons incendiées.

Territoire de Manono

- Le 8 juillet 2025, à 16 km à l'est de Mambwe, sur la route Mambwe-Kamena, secteur Luvua, groupement Mambwe, les Mai-Mai Bakata Katanga, armés de fusils et d'autres armes blanches, auraient fait irruption dans le village, volant des biens, incendiant des maisons avant de partir. Cette situation a poussé la population à fuir vers les villages voisins pour se protéger.

Toujours dans le secteur Luvua, Village Kayumba, le 21 juillet deux miliciens armés d'armes blanches auraient volé des biens parce qu'ils n'avaient pas été servis lors d'une distribution d'aide humanitaire par une ONG, et auraient également incendié plusieurs maisons.

Territoire de Kongolo

- Le territoire de Kongolo qui habituellement ne connaît pas de conflit ouvert a vu l'arrivée de Mai-Mai Malaika qui auraient saccagé le village de Matata aux environs de Ponda. Les populations ont dû chercher refuge dans les familles d'accueil environnantes. Ils auraient également enlevé, séquestré pendant 3 jours et violé cinq (5) femmes.

Territoire de Nyunzu

- Une dizaine des civils Twa auraient été battus et grièvement blessés par les membres de la communauté Bantoue les 30 et 31 juillet à Numbi (au nord Nyunzu). Il a été reproché aux membres de la communauté Twa, victimes des coups, d'être à la base de l'incendie d'une centaine des maisons à Numbi et la dévastation de plusieurs hectares de cultures vivrières enregistré le 29 juillet dans le village. Les membres de la communauté Twa auraient mis feu dans la brousse pour attraper leurs gibiers. Le feu aurait débordé jusqu'à atteindre les maisons du village, estimées à une centaine, ainsi que les cultures des Bantous qui auraient complètement été dévastées. La communauté Twa aurait promis une imminente vengeance de leurs frères blessés. Des sessions de dialogues entre les deux communautés ont été envisagées afin de calmer les tensions.

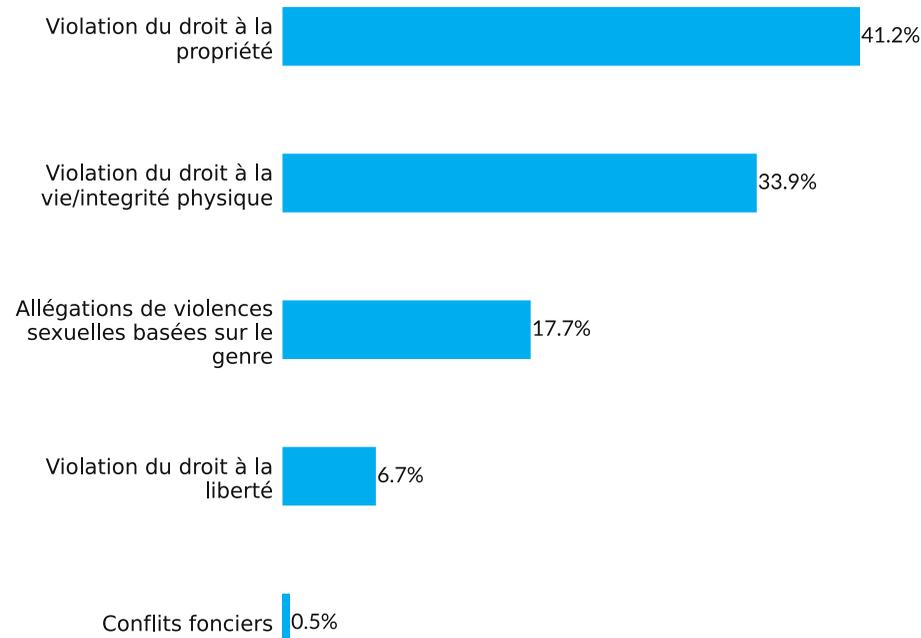
Province du Kasai :

Durant le mois de juillet 2025, la situation sécuritaire est demeurée globalement calme sur l'ensemble de la province du Kasai.

Une diminution d'incidents de protection de 29% ont été rapportés, par rapport au mois de juin mais cette baisse ne reflète pas nécessairement une amélioration majeure de la situation, mais s'explique par des défis techniques dans certaines zone et qui ont empêché la remontée des informations.

Les principales violations sont les violations du droit à la propriété (39%), les violations du droit à la vie et l'intégrité physique avec (35%) et les violences basées sur le genre (19%).

Violations identifiées par catégories au Kasai



Ville de Tshikapa

- A environ 15 kilomètres de la ville de Tshikapa, dans le groupement de Kibulungu, un chef de groupement a été tué le 25 juillet 2025 par l'un des chefs de village de son entité qui est en fuite. Le meurtre a été perpétré à l'arme blanche à la suite d'un conflit de pouvoir. Cet événement a entraîné le déplacement des populations, l'incendie de plus de 70 habitations par la famille du défunt.

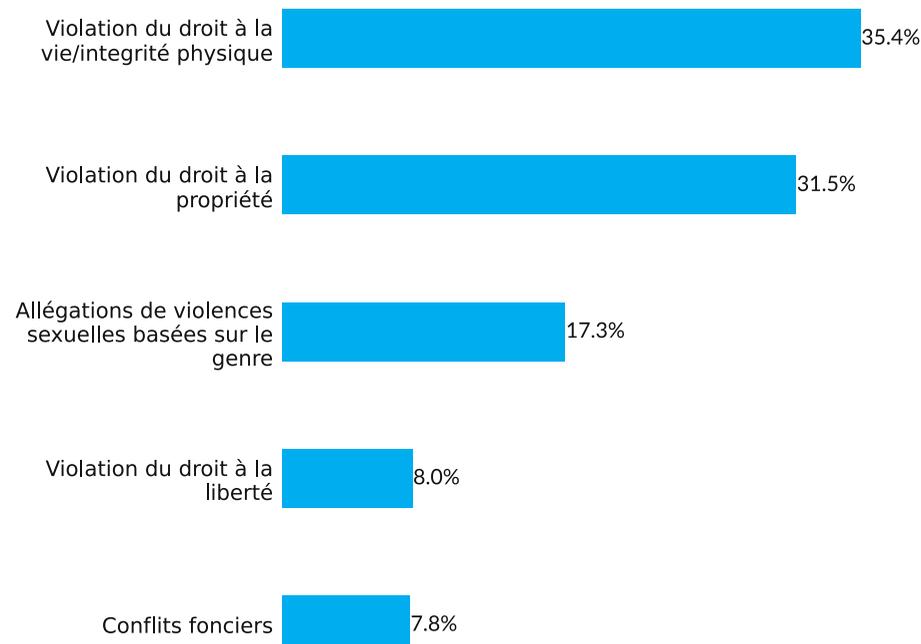
Territoire de Luebo

- Dans le village de Katumbondo, situé dans le secteur de Luebo Wedi, une femme déplacée retournée a été tuée à coups de machette en pleine forêt le 28 juillet 2025. Avant d'être assassinée, elle avait été violemment battue par des membres de la communauté locale, à la suite d'un conflit lié à la propriété des champs.
- Dans le village Ngomba Muamba, groupement Bena Tshiadi, secteur de Luebo Lulengele, la situation sécuritaire s'est récemment dégradée en raison de tensions foncières entre les communautés autochtones de Bena Tshiadi et les déplacés du village Nsenda qui affirment avoir acquis les terres du chef local contre paiement, tandis que ce dernier soutient qu'il ne leur avait accordé qu'un droit d'usage temporaire, à titre humanitaire.

Province du Kasai-Central :

La situation de protection au Kasai Central demeure préoccupante, avec une augmentation de 17% des incidents de protection par rapport au mois précédents. Les principales violations signalées concernent le droit à la vie et à l'intégrité physique (37%), le droit à la propriété (31%), ainsi que les violences basées sur le genre (11%).

Violations identifiées par catégories au Kasai-Central





Territoire de Dibaya

- Au courant de ce mois, un mouvement de population a été signalé dans le groupement de Bena Kalenga, où plusieurs personnes se sont déplacées vers la ville de Tshimbulu et vers les villages environnants consécutivement à une recrudescence des attaques et agressions dans la forêt, liées à un conflit de limites entre les entités coutumières de Bena Kalenga et de Bena Tshiteka.

Territoire de Dimbelenge

- Le territoire de Dimbelenge a été secoué par un conflit entre les habitants des groupements de Bakua Lukusa et de Bena Mpiana, autour de la revendication de certains espaces agricoles. Ce différend a dégénéré en violences, entraînant l'incendie de plusieurs habitations, le pillage de récoltes et le déplacement de centaines de ménages.

Territoire de Kazumba

- Le territoire de Kazumba a été le théâtre d'une escalade de tensions déclenchée par un incident meurtrier entre deux individus. La situation a été exploitée par des individus malintentionnés, qui ont incendié des habitations, détruit des récoltes et d'autres biens, porté atteinte à l'intégrité physique des personnes, et provoqué le déplacement de nombreuses familles.

Province de Kinshasa :

Commune de Maluku

- L'activisme des miliciens Mobondo dans le groupement de Mbankana se poursuit avec plusieurs abus perpétrés à l'encontre des populations civiles. A titre d'exemple, ceux-ci auraient été auteurs d'un enlèvement le 15 juillet dans le Village Mbankana.
- Les miliciens Mobondo auraient également été auteurs de plusieurs cas d'extorsions et de pillage de bétail.

L'on peut citer à titre illustratif, le pillage de 7 vaches signalé le 02 juillet à la Ferme du Centre Pédiatrique de Kimbondou.

Ces incidents auraient poussé les fermiers à organiser des déplacements préventifs de leurs bétails vers des zones plus sûres.

Province de Mai-Ndombe :

Territoire de Kwamouth

- Un affrontement entre deux factions de la milice Mobondo le 08 juillet au village Botulu (Groupement Bamboma Sud) aurait entraîné le déplacement de populations vers des villages voisins, notamment à Kinsele, qui seraient jugés plus sûrs en raison de la forte présence des militaires de FARDC.

LIMITATIONS

- Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.
- Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.
- Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.
- Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

